─�

SOCIÉTÉ ACTUALITÉ

L'irrésistible ascension des monnaies alternatives



st-il possible d'échanger sans passer par le système bancaire ? Difficile, dans un monde où l'utilisation des monnaies gouvernementales (euro, dollar etc) est obligatoire tant pour le paiement des salaires que pour les grandes transactions. Pourtant, au-delà du troc de biens ou de services proposé par plusieurs sites internet (www.radins.com, www.lesaccorderies.fr etc), de nouveaux moyens d'échange apparaissent. A Paris, un circuit fermé donne la possibilité de monnayer marchandises et savoir-faire. L'unité de mesure est le Piaf. « On ouvre un compte dans lequel on reçoit des piafs en échange d'une petite somme en euros, et le système peut démarrer, explique Claudine Maigre, ancien membre du conseil d'administration. Sur internet ou sur papier, chaque adhérent décrit sa demande ou son offre du moment. Il y a aujourd'hui près de 400

adhérents ». Ailleurs, on échange des Confluents (à Nantes) ou des Muses (à Angers). L'intérêt communautaire est souvent affiché. Dans le Pays basque, l'Eusko est désignée comme « un outil de relocalisation de l'économie, puisqu'elle n'est utilisable qu'entre prestataires ayant leur activité au Pays basque ». Elle impose aux entreprises et associations qui en sont membres d'intégrer au moins trois produits locaux dans leur activité ainsi qu'un affichage bilingue.

DES SYSTÈMES LOCAUX AUX MONNAIES SUR INTERNET

D'autres pays utilisent depuis longtemps des systèmes d'échange fiables. En Flandre, le *RES* réunit cent mille particuliers. En Suisse, le WIR est utilisé par un cinquième des entreprises. C'est l'une des plus



vieilles monnaies complémentaires : sa création remonte à la crise des années trente. Au Japon, deux monnaies alternatives – le *LEAF* et le *WAT* – sont assises sur des matières premières, respectivement des produits agricoles et le kilowattheure d'électricité ; leurs cours varient librement par rapport au yen émis par le gouvernement.

Certes, ces systèmes d'échange ont leur envers. « Certains placent des offres sans jamais répondre », affirme ainsi une adhérente du SEL parisien. « Pour que ça fonctionne, il faut aller régulièrement aux ateliers ou à la bourse locale d'échange qui sont organisés par l'association. Tout est monnayé mais dans un environnement qui a besoin de confiance et qui attire des personnes isolées en quête de sociabilité ». Quant à certaines des monnaies complémentaires développées dans d'autres pays, elles sont – à l'instar du RES ou du WIR – forcées par une parité de un pour un avec la monnaie officielle, ce qui réduit son intérêt.

La monnaie appelée *bitcoin* ne possède aucun des attraits ou des défauts des devises communautaires. Sa principale caractéristique est d'être auto gérée par le réseau internet. Elle n'est pas contrôlée par une administration ; le compte de l'utilisateur réside dans le disque dur de son ordinateur.. Lancée en 2009 par un obscur informaticien japonais, cette monnaie est aujourd'hui utilisée par plus d'un million de personnes (voir notre entretien). Son succès doit beaucoup à la prévisibilité du système : chaque transaction est vérifiée par deux utilisateurs au moins et la création de *bitcoins* va automatiquement ralentir pour s'arrêter dans quelques années, ce qui empêchera toute dévaluation. Cette concurrence monétaire naissante commence à susciter la crainte d'élus et de banquiers : la Banque

centrale européenne et des sénateurs américains ont attaqué publiquement le *bitcoin*. A Berlin, le gouvernement a en revanche décidé de lui donner le statut légal de monnaie privée, un décret qui lui permettra de prélever les taxes sur les transactions.

LA DETTE À LA MERCI DES MONNAIES ALTERNATIVES

Une telle réaction était prévisible. En effet, les monnaies alternatives mettent en danger la viabilité des devises émises par les gouvernements. Sortant du système bancaire, elles peuvent compliquer la tâche de l'État quand il faut prélever les taxes sur les transactions (TVA etc). Plus encore, les monnaies locales font concurrence au pouvoir financier du gouvernement et des banques. En effet, si le premier peut s'endetter à l'infini, si les secondes peuvent émettre beaucoup plus de crédits que d'argent qu'elles ont en coffre, c'est parce que les monnaies légales ne sont plus basées sur aucune richesse réelle et peuvent donc être multipliées à l'infini. Elles ne sont utilisées par la population que parce qu'elles ont été imposées par la loi au siècle passé. Que les citoyens se tournent massivement vers d'autres moyens d'échange et la capacité d'endettement des États (et de financement des banques) s'en trouvera érodée, personne ne voulant plus utiliser leurs monnaies. Si près de cinq mille systèmes d'échange alternatif existent de par le monde, ils ne réunissent encore que quelques millions d'utilisateurs. Affaire à suivre.

Pour trouver une monnaie locale en France, apprendre à utiliser des bitcoins :

- http://monnaie-locale-complementaire.net/
- http://www.bitcoin.fr/

TROIS QUESTIONS À... Philippe Herlin, économiste, auteur de La révolution du bitcoin et des monnaies complémentaires (éd. Eyrolles/Atlantico – 4,99 euros en format numérique).

QUEL EST L'INTÉRÊT DES MONNAIES COMPLÉMENTAIRES ?

Lorsque l'on paye un commerçant avec une monnaie complémentaire, on sait qu'il va la dépenser localement. Cela contribue donc à la relocalisation de l'activité économique. Concernant le « bitcoin », qui est une monnaie électronique universelle, l'intérêt réside dans les coûts de transaction largement inférieurs à ceux des banques, et dans l'indépendance totale de cette monnaie.

LE « BITCOIN » A-T-IL ATTEINT UNE MASSE CRITIQUE EN NOMBRE D'UTILI-

Non. Nous n'en sommes qu'au début. Un écosystème se crée. En mars et avril, quand les comptes bancaires de Chypre ont été ponctionnés et que l'Argentine a mis en place un contrôle des changes, le nombre d'utilisateurs a beaucoup augmenté. Le cours du « bitcoin » - qui évolue librement vis-à-vis des autres monnaies - a explosé puis est retombé. Au niveau actuel (environ cent euros), le « bitcoin » pèse un milliard d'euros. Son potentiel est énorme, notamment au niveau des transactions internationales que les banques font payer très cher.



LES ÉTATS PEUVENT-ILS INTERDIRE CETTE NOUVELLE MONNAIE ?

Non, car il faudrait fermer Internet! Les États regardent cette monnaie totalement indépendante d'un mauvais œil, mais ils devront faire avec, et déjà l'Allemagne vient de légaliser sa circulation.

11